

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Chronique, Eolien & Sites et sols pollués
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 01/06/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société GRUHIER

ZI route de Tanlay
89700 TONNERRE

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2022 dans l'établissement GRUHIER implanté ZI route de Tanlay 89700 TONNERRE. L'inspection a été annoncée le 04/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite d'inspection est la vérification du respect de l'arrêté de mise en demeure du 3 aout 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société GRUHIER
- ZI route de Tanlay 89700 TONNERRE
- Code AIOT dans GUN : 0005401234
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société GRUHIER est spécialisée dans la fabrication de sièges d'ameublement d'intérieur (canapés, clic-clac et banquettes BZ). L'entreprise a été rachetée en novembre 2016 par le groupe portugais Aquenos.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Traitement des eaux pluviales du site susceptibles d'être polluées	AP de Mise en Demeure du 03/08/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure du 3 août 2021 est respecté.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées du site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/08/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées du site
Prescription contrôlée : La société GRUHIER, également dénommée l'exploitant dans le présent arrêté, exploitant une installation de fabrication de banquettes de type "clic-clac" sis 4, Terres de Soulangy sur la commune de Tonnerre, est mise en demeure de respecter : dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues au point 1.6.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 susvisée, en justifiant que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, soient collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent.
Constats : Lors de la présente visite, l'inspection a constaté la mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures pour traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation et aires de stationnement du site. La facture, en date du 22 novembre 2021, de la société MANSANTI TP qui a installé ce dispositif a été présentée, également, le jour de l'inspection. De ce fait, la mise en demeure est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet